

Nicolas Mariot

« Nos fleurs et nos cœurs »

La visite présidentielle en province comme événement institué

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Nicolas Mariot, « « Nos fleurs et nos cœurs » », *Terrain* [En ligne], 38 | 2002, mis en ligne le 06 mars 2007. URL :

<http://terrain.revues.org/index1936.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Ministère de la culture / Maison des sciences de l'homme

<http://terrain.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://terrain.revues.org/index1936.html>

Document généré automatiquement le 04 octobre 2009. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Terrain

Nicolas Mariot

« Nos fleurs et nos cœurs »

La visite présidentielle en province comme événement institué

Pagination originale : p. 79-96



- 1 Les déplacements des chefs de l'Etat dans les départements appartiennent au répertoire d'action le plus commun identifiant la présidence de la République (aux côtés des passages obligés annuels que sont les vœux, les visites aux Salons de l'agriculture ou du Bourget, le 14 Juillet, etc.). Le président s'est ainsi déplacé 604 fois en province métropolitaine entre 1888 et 1998, soit en moyenne 6 fois par an¹. Aujourd'hui encore, les bains de foule ressortissent aux routines des journaux télévisés : pas de sortie publique du président sans quelques secondes d'images de mains qui se serrent. Si l'on entend l'événement comme ce qui arrive ou apparaît de façon circonstancielle, et plus encore si l'on adjoint l'extension sémantique que porte aujourd'hui le mot (l'événement est un fait marquant, exceptionnel), alors il semble que rien n'en soit plus éloigné qu'un voyage présidentiel en province. A moins, toutefois, que l'on restreigne le sens du terme à son usage péjoratif dans l'expression « histoire événementielle » conçue comme chronique descriptive et linéaire des dates et des « grands hommes » : en ce sens, comme on le verra, le récit de voyage possède bien les formes les plus caricaturales de l'« histoire-batailles » (Noiriel 1998 : 31-35).
- 2 En même temps, si l'on ne parle plus de voyage mais de visite présidentielle, force est de constater que celle-ci a longtemps représenté un événement considérable pour les communes concernées. Le préfet du Puy-de-Dôme accueillant Fallières dit bien ce qu'était la dynamique de la mobilisation locale, même si l'on peut supposer qu'il souhaitait aussi montrer sa bonne volonté au cabinet présidentiel : « L'élan est général : on ne veut momentanément connaître d'autre rivalité que celle de surpasser encore tous les précédents par l'éclat des fêtes projetées². » Si l'on s'en tient à ce caractère spectaculaire, au sens où la venue du président bouleverse l'environnement ordinaire de la cité, la visite se présente bien comme l'arrivée d'un fait hors norme, d'un événement qui rompt l'écoulement ordinaire du temps (qui « surgit » ?), alors qu'elle reste inscrite, pour le président lui-même, dans la continuité du temps cyclique, rituel, de la succession répétée des voyages et des cérémonies en préfecture (Bensa 1997).
- 3 C'est précisément cette incrustation d'une logique événementielle (celle de la visite telle qu'elle est préparée et perçue localement) dans un cadre institutionnel particulièrement

cristallisé (celui du voyage comme « formule » élyséenne routinisée par ses répétitions et ses récits) que je voudrais discuter ici. Comment s'articulent la stabilisation des chances de succès du voyage et la lutte contre les risques de désenchantement opérée par la rupture événementielle des visites ? En quoi le jeu sur le « ravivé » et le « charme » instauré par l'événement local participe-t-il de la consolidation institutionnelle de la présidence (Héran 1987) ? La visite présidentielle est en effet un événement qui doit pouvoir être reproduit dans le temps et dans des récits qui lui confèrent un caractère « national » (il est dès lors toujours susceptible de se voir démotivé), tout en conservant ses qualités événementielles extraordinaires (il doit toujours être (re)motivé par ceux qui le préparent et le vivent). Ce double processus suppose donc que la visite, si elle veut rester événement, parvienne à contrecarrer les tendances uniformisantes du voyage tel qu'il est pensé depuis l'Elysée, mais également les indispensables procédures locales, toutes aussi routinisées, permettant de maximiser ses chances de succès (ce que l'on appelle en général la « fabrique » de l'événement).

- 4 C'est ce double mouvement de balancier entre typification procédurale et remotivation extra-quotidienne qui constituera, à travers trois étapes, le fil directeur de cette étude.
- 5 La première étape m'amènera à décrire ce qui représente l'essentiel du caractère événementiel des visites : le bouleversement de l'environnement sensoriel induit par la venue du président.
- 6 Dans le deuxième point, je montrerai que cette effervescence générale nécessite un long travail préalable fondé sur la mobilisation d'institutions de proximité ayant fait localement leurs preuves. Or, parce qu'il repose sur un objectif de maximisation des chances de succès de la visite, ce travail porte en lui les germes d'une potentielle banalisation de l'événement. Je donnerai deux indicateurs de ce risque de démotivation : la volonté présidentielle de se tenir à l'écart des marges festives et les critiques locales de la presse d'opposition.
- 7 Enfin, dans le dernier point, je montrerai qu'en plus de ce danger interne ou local l'événement doit également faire face à un processus de routinisation lié à son intégration dans le voyage. En effet, en devenant une halte parmi d'autres dans un récit linéaire, la visite perd précisément ce qui faisait localement ses qualités événementielles. Le processus même du récit conduit à délocaliser chaque visite, à lui ôter ce qu'elle a de particulier pour l'insérer dans une structure qui soit reconnaissable par ceux qui ne l'ont pas vécue. Potentiellement banalisée par ses procédés de fabrication, la visite l'est donc une seconde fois lors de sa transformation en étape de voyage : la construction d'une grand-messe, le voyage présidentiel, suppose que l'on cache les messes basses, l'ensemble des raisons locales, diverses et variées, de « faire l'événement ».

La transformation de l'environnement sensoriel urbain

- 8 Prendre conscience du caractère événementiel des visites durant les deux premiers tiers du xx^e siècle, c'est d'abord rendre compte des foules considérables qu'elles rassemblent. A Nancy en 1892, les rapports des sociétés ferroviaires au commissariat central de police indiquent que 121 000 voyageurs sont descendus en gare durant les trois jours de visite³. Ces visiteurs, auxquels il faut ajouter ceux venus des villes proches par la route, représentent plus qu'un doublement de la population de la cité pendant les quelques jours de la visite (Nancy comptait 87 110 habitants lors du recensement de 1891⁴). Jusqu'au tour de France gaullien, cet afflux massif de population semble ne pas se démentir, même chez les pourtant fades inaugurateurs de chrysanthèmes de la IV^e République. En 1950, le voyage lorrain de Vincent Auriol fait toujours accourir les habitants des localités visitées : un rapport de police mentionne la présence de plus de 20 000 personnes à Bar-le-Duc⁵. René Coty bénéficie d'attroupements comparables. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1960 que le nombre de spectateurs diminuera lentement pour ne plus représenter aujourd'hui qu'au plus quelques milliers, le plus souvent quelques centaines, par exemple lors du déplacement de Jacques Chirac à Amiens : le quotidien régional

indique qu'au maximum 500 personnes étaient présentes pour l'accueillir (La Voix du Nord du 25 avril 1996).

- 9 En plus de ces rassemblements de populations, les visites se donnent à voir comme un gigantesque spectacle son et lumière. Elles doivent être caractérisées par le bouleversement des normes et des repères quotidiens qu'elles induisent, qu'il s'agisse des repères physiques ou sensitifs. Je donnerai d'abord un aperçu de l'ampleur des décors, pour ensuite aborder les questions posées par les transformations de l'environnement sonore et lumineux, en particulier en ce qu'il permet aux commentateurs de « faire parler » ces cris et éclats de lumière indispensables à la description d'une ville « en liesse ».

Tracer une voie royale : pavoisements, guirlandes et arcs

- 10 Transformation physique de la ville tout d'abord. C'est ici essentiellement le rôle de l'habillage urbain. Tout entière, la ville se transforme, pavoisée, décorée, nettoyée. Bien qu'ils soient très difficiles à évaluer avec précision, les budgets municipaux sont un bon indicateur pour saisir l'importance accordée par les autorités locales à la mise en fête de la ville. Si l'on observe la succession des budgets alloués aux visites par la ville de Nancy sous la III^e République, on constate qu'au moins la moitié des dépenses sont consacrées à l'embellissement de la cité.
- 11 A l'occasion de la visite de Carnot en 1892, 66,5 % des 186 970 francs de dépenses y sont consacrés (35,5 % pour la réfection du mobilier urbain, 20 % pour les décorations spéciales – arcs de triomphe, mâts, etc. – et 11 % pour l'éclairage)⁶. En 1919, pour la venue de Poincaré, 63 % d'une enveloppe budgétaire amaigrie (50 000 francs) sont dévolus aux seuls pavoisement et feux d'artifice⁷. En 1932, lorsqu'elle accueille Lebrun, la municipalité consacre encore, hors facture électrique, la moitié des 120 000 francs prévus à la « décoration des voies publiques et subventions aux comités de quartier (mâts, arcs de triomphe, illuminations, etc.)⁸ ».
- 12 Pour autant, ces chiffres laissent difficilement entrevoir l'ampleur de ces décors urbains. Les organisateurs se doivent de produire les représentations, communes à l'époque, d'une ville en émoi, tout entière offerte au déploiement de la majesté présidentielle. Donnons-en une seule description, répétée à l'envi dans les comptes rendus journalistiques : « Le président fait à Marseille une entrée vraiment triomphale. Le canon tonne, les cloches de toutes les églises carillonnent joyeusement. A tous les carrefours, les musiques jouent La Marseillaise et, sur le passage du cortège, 300 000 spectateurs poussent de vigoureuses acclamations en l'honneur de M. Félix Faure et de la République. Les boulevards sont brillamment pavoisés, mais c'est au moment où nous débouchons sur la rue de Noailles que l'aspect du décor devient absolument féérique. L'immense avenue qui mène au Vieux-Port s'offre à nos regards éblouis, dans toute sa longueur bordée de drapeaux et d'oriflammes, traversée par des milliers de guirlandes de feuillage, de banderoles et de serpentins multicolores qui palpitent dans le poudroiement glorieux du soleil couchant. Voilà la scène » (Belon & Gers s.d. a : 23).
- 13 Comme on le constate, les décorations urbaines ont plusieurs objectifs : outre le seul fait de créer un espace pour le président, elles aident à marquer une frontière nette avec le temps ordinaire et permettent d'amener l'observateur sur les sentiers délicats d'une adhésion du public à l'objet officiel de l'événement, glissant imperceptiblement de l'éclat des décors à l'émoi des cœurs. Ce sont les transformations de l'environnement sensoriel qui jouent un rôle majeur dans ce processus.

Eblouir le regard et percuter l'oreille

- 14 L'insistance des commentateurs sur l'envahissement sonore et lumineux lors des visites est l'une des figures rhétoriques les plus marquantes des récits de voyage : à la confusion du brouhaha ambiant s'oppose presque systématiquement la luminosité aveuglante de ce qui est montré. Les bruits, même lorsque certains d'entre eux se détachent clairement au-dessus des sons uniformes de la foule (coups de canon, cloches), sont toujours perçus de façon

assourdissante : « “Vive Carnot. Vive la République.” Et cela répété mille fois, cent mille fois. C’est assourdissant – charmant, excellent, attendrissant presque, mais assourdissant. [...] Seigneur ! Je vais être obligé de parler encore des acclamations ! Mais qu’est-ce que vous voulez que j’y fasse ? Puisque j’en ai encore les oreilles qui bourdonnent. Il y a eu aussi les salves d’artillerie et les détonations des bombes » (Bertol-Graivil 1889 : 91).

15 Les extraits des descriptions sonores du premier voyage de Carnot à Bordeaux soulignent bien la surprise des commentateurs novices devant l’ampleur des bruits : « Il va sans dire que pendant tout ce voyage sur la Garonne, depuis Bordeaux jusqu’au bec d’Ambès et vice versa, le canon, les clairons, les musiques, les bombes et les cris n’ont pas cessé de nous donner un concert quelquefois trop bruyant mais toujours bizarre. [...] A 2 heures et demie seulement, le canon et les clairons annoncent à nos pauvres oreilles bien émoussées l’arrivée de M. Carnot » (La Lanterne du 1^{er} mai 1888).

16 Il faut dire que les visites présidentielles s’apparentent à un bouillon de sons autant récurrents que divers. A Orléans par exemple, le 7 mai 1891, les cloches du beffroi sonnent alors de quart d’heure en quart d’heure ; lors de l’arrivée du président, les 101 coups de canon réglementaires sont tirés, et, en plus des musiques militaires, « les nombreuses fanfares venues de plus de 300 communes du Loiret » parcourent la ville au milieu des vivats : « L’effet est saisissant » (Bertol-Graivil 1892 : 2). A Toulouse, les 5 000 fusées et 150 bombes du feu d’artifice provoquent des « détonations effrayantes » (ibid. : 36).

17 Au milieu de ce brouhaha, certains sons tiennent une place particulière. Les percussions répétées des cloches ou des coups de canon représentent les marqueurs sensibles du changement d’état, de la sortie de la temporalité quotidienne vers celle, extraordinaire, de la visite présidentielle (Needham 1967). De ce point de vue, le fait que toutes les cloches de la commune, loin de sonner à la volée durant le moment plus ou moins long marquant l’arrivée du président, puissent être parfois mobilisées de façon quasi continue durant la visite (tous les quarts d’heure) semble souligner son caractère événementiel très fort : la cloche ne découpe plus le temps, elle rend hommage (Corbin 1994). Lors d’une visite longue, les sonneries sont ainsi réitérées chaque jour pour souligner le caractère spécifique de ce temps décalé, comme à Tarbes, où les habitants « ont été réveillés dès la première heure par le bruit des tambours et des clairons se rendant aux divers endroits que M. le président de la République doit visiter » (Bertol-Graivil 1892 : 59). Il arrive fréquemment, en particulier lors des courts arrêts où le président ne fait que descendre quelques minutes en gare, que le programme officiel impose que les cloches de « toutes les églises de la ville soient mises en branle dès l’arrêt du train et ne cessent de sonner qu’après le départ⁹ ».

18 Toutefois, l’ouïe n’est pas ici seule à être fortement sollicitée. L’« ivresse » de l’événement provient également pour une large part de la mise en lumière du déplacement. A l’opposé de l’étourdissement sonore provoqué par les « hourras frénétiques [...] d’une foule qui se presse à s’étouffer¹⁰ », la netteté lumineuse s’impose avec force. Décorer la ville, c’est avant tout éblouir. Et rien de mieux pour cela que d’éclairer l’espace au long de la nuit. Le rôle joué par les illuminations apparaît essentiel pour comprendre ce que pouvaient représenter ces visites présidentielles pour leurs spectateurs à travers l’établissement d’un contraste par rapport à la faiblesse de l’éclairage ordinaire. Sans doute est-il aujourd’hui difficile de ressentir de la même façon l’intrusion à la fois brutale et fascinante de la lumière et des couleurs dans la nuit des villes en fête durant la première moitié du xx^e siècle. Les descriptions conservées par les journaux en donnent une idée. Ainsi du reportage d’un quotidien régional lors de la visite de Millerand à Besançon en 1923 : « Hier, c’était la vraie soirée des illuminations : sous un ciel pur, elles brillaient d’un joyeux éclat. Aussi la foule se pressait-elle dans les rues pour les admirer. Le pont de la République, large avenue lumineuse au fond de laquelle se silhouettait l’arc de triomphe élevé à la gloire de Pasteur, recueillait tous les suffrages. Du rond-point des Bains, le coup d’œil n’était pas moins féérique, et la perspective fuyante des guirlandes

tricolores éblouissait les yeux. Pour les reposer de cet éclairage intensif, les lampions qui, comme le Phénix, renaissent continuellement de leurs cendres, brillaient d'un discret éclat dans les arbres des remparts. La lune poudre d'argent, l'écume du barrage et, près du pont de la République, chargé de lumières, l'eau semble une moire tricolore. Les barques de la fête vénitienne paraissent loin, très loin » (Le Petit Comtois n° 14 587, 29 mai 1923).

- 19 Avant d'être enivré par la majesté présidentielle, le spectateur doit d'abord l'être par l'environnement sensoriel dans lequel la visite le plonge. C'est toujours la thématique du bouleversement intérieur qui est mobilisée par les commentateurs, souvent en dehors de toute référence à la présence présidentielle. On va voir maintenant qu'il faut ajouter à cet enivrement celui des festivités en annexe à la visite présidentielle elle-même. Or, cet ajout a des conséquences importantes sur son statut événementiel : la nécessité d'attirer des foules importantes repose sur des formules de mobilisation bien balisées localement, ce qui fait potentiellement de la visite un moment semblable aux autres occasions festives de la localité.

Un événement comme les autres ? La banalisation locale des visites

- 20 La préparation du voyage par les agents élyséens s'apparente à une activité « précautionneuse », comme le dit Weber des actions rituelles, reposant sur des formules dont on estime, souvent à raison puisqu'elles sont fréquemment proposées par les groupements locaux, qu'elles ont été correctement éprouvées par les prédécesseurs, c'est-à-dire qu'elles ont « fait leurs preuves » (Weber 1995, t. 2 : 156 ; 1996 : 269). Non seulement le principe de répétition paraît s'imposer, mais, plus encore, il semble être un recours dont la légitimité est particulièrement forte du point de vue des fondements normatifs des choix de préparation. Ainsi, le groupe des agents élyséens fait appel à ce qui s'est déjà fait en conservant les dossiers établis par leurs prédécesseurs pour pouvoir, le cas échéant, s'y référer et, surtout, y faire référence.

Formalisme du voyage et spectacularisation des visites

- 21 Le recours au précédent se donne ainsi à voir comme le résultat toujours plus consolidé d'un processus en miroir auto-entretenu.
- 22 D'un côté, les précautions élyséennes tendent à favoriser la production d'un avant-programme reposant sur des solutions connues et maîtrisées. Les consignes données à l'officier qui doit organiser la « conférence locale » de préparation du voyage témoignent de cette nécessaire prudence face aux risques induits par la multiplication des propositions zélées venues du territoire visité : « L'officier fait connaître, avant toutes choses, les modifications apportées au projet de programme, d'après les instructions qu'il a reçues du général [chef de la maison militaire]. Il appartient à l'officier de faire cette communication avec une très grande courtoisie, de façon à ménager les susceptibilités d'autant plus faciles à s'éveiller que les autorités locales et les populations témoignent par leurs propositions plus de zèle et d'enthousiasme souvent indiscrets ¹¹. »
- 23 De l'autre côté, les autorités locales cherchent à faire accepter par l'Elysée leur invitation en s'appuyant, pour fonder leur propre programme, sur des formes progressivement constituées de compétence liturgique. La nécessité de « faire l'événement » implique en effet que celui-ci soit en partie fabriqué. Dès lors, il repose largement sur les activités les plus cristallisées des voyages antérieurs, les organisateurs locaux pensant ainsi, parce que cela a fonctionné ailleurs et pour éviter tout risque de « faute », devancer les vœux préfectoraux ou/et élyséens. Ces suggestions locales, reposant sur le même principe de choix minimisant les risques, c'est-à-dire optimisant leurs chances de succès, participent en retour à renforcer les préventions présidentielles vis-à-vis de la nouveauté.
- 24 Ce processus d'auto-entretien des formes les plus stabilisées des préparatifs, reposant sur le recours presque immuable au précédent, a toutes les allures caractéristiques

de l'organisation légale-rationnelle des schémas bureaucratiques weberiens (répétitivité, anonymisation progressive, généralisation de l'application d'un même principe de travail, etc.). Observons par exemple le programme des réjouissances envoyé à la municipalité de Marseille, en 1913, par le Comité permanent des fêtes mis sur pied par les acteurs économiques de la ville pour favoriser son « rayonnement » : « Journée du 11. Fête d'aviation. Le soir, grande retraite aux flambeaux fleurie avec feux d'artifice à chaque carrefour où passera la retraite. [...] Journée du ¹². Arrivée de M. le président de la République escorté par les aviateurs [...]. Après-midi, 2^e journée d'aviation avec la présence de M. le président de la République. Le soir, concours d'illumination, corso d'automobiles et de voitures illuminées, [...] simulacre de guerre. Journée du ¹³. Grande bataille de fleurs jetées par les occupants des voitures. Pendant la bataille de fleurs, des avions planant au-dessus de la Canebière et de la rue de Noailles feront tomber une pluie de pétales de fleurs. Le soir, grande fête nautique et feux d'artifice (par la municipalité). [...] Devis approximatif : aviation, 25 000, retraite fleurie et feux d'artifice, 5 000, arc de triomphe et objet d'art, 10 000, corso illuminé et embrasement de Notre-Dame-de-la-Garde, 10 000, bataille de fleurs, 5 000, banquet et remise d'objets souvenirs, 5 000, voitures illuminées, balcons, magasins, 15 000. Total, 75 000 francs ¹². »

25 S'il est si complet, c'est parce que ce comité écrit au maire pour proposer ses services et développe tout l'éventail des manifestations considérées comme les plus attractives, soulignant ainsi sa maîtrise des attentes des organisateurs. Le comité obtiendra d'ailleurs gain de cause sur l'ensemble des propositions, y compris les plus onéreuses comme le jet de fleurs depuis les avions (Le Petit Marseillais du 13 octobre 1913). Puisque l'accueil repose largement sur une semblable conformation des points de vue, la seule porte ouverte vers la distinction par rapport à ce qui s'est fait ailleurs tient non à la qualité de l'accueil, mais à sa quantité : « On peut parler des préparatifs. Déjà des plans s'ébauchent à grands traits, des projets fastueux (car il faut éclipser tout ce qu'on a fait ailleurs) se développent et s'enflent à vue d'œil. Equipage à la Daumont, landaus, rues pavoisées, arc de triomphe, salves d'artillerie, carillons tintinnabulants, musiques et fanfares, feu d'artifice sont acceptés par acclamations » (Belon 1893 : 20).

26 Dès lors, cette logique des marges festives à la venue du chef de l'Etat introduit la potentialité d'un hiatus dans l'événement : et si celui-ci devait plus aux modalités ayant fait localement la preuve de leur efficacité (les spectacles annexes) qu'à la présence présidentielle elle-même, hiatus qui porte en lui les germes du désenchantement ? Leur nécessité locale est d'ailleurs fréquemment l'occasion de tensions entre les organisateurs élyséens et les préparateurs locaux, comme en témoigne l'extrait suivant : « La commission des fêtes de notre comité désire utiliser la place du Champ-de-Mars à Annonay pour y installer une vaste kermesse. Je lui fais observer que, dans vos projets, cette place est destinée à garer toutes les automobiles du cortège présidentiel ¹³. »

27 L'important pour l'édile est bien qu'il parvienne à mobiliser un public, et il semble, à lire ces mots, qu'il ne soit pas persuadé que la seule venue du chef de l'Etat y suffise. Il obtiendra d'ailleurs gain de cause, le parking officiel étant déplacé.

28 Le journaliste H. Leyret, promoteur d'une présidence plus active et rare commentateur parisien à évoquer la mécanique du voyage, reconnaît implicitement l'importance des réjouissances quand il explique que celles-ci existent toujours et mobilisent systématiquement, alors que le travail exégétique de légitimation de la fonction présidentielle est un difficile recommencement dont l'efficacité n'est en réalité jamais assurée : « Qu'entre lui et les populations s'établisse un contact régulier, une pénétration réciproque, cet indispensable accord des cœurs et des esprits d'où naît l'union si utile aux dirigeants comme aux dirigés. Quand le président se déplace, ce n'est pas simplement en vue d'occasionner dans les régions où il se rend des réjouissances publiques, un branle-bas général. Ce n'est qu'un côté de son

programme, non le plus négligeable, certes ! Mais il comprend une partie plus élevée, et c'est le besoin de se mettre en communication directe avec le pays » (Leyret 1913 : 99-100).

29 C'est précisément ce branle-bas de spectacles qu'il me faut interroger : le fait que les organisateurs se reposent sur des formules routinisées qui stabilisent les chances de succès de la visite tend à relativiser l'événement en quelque sorte par principe : il est connu à l'avance.

Utiliser les attachements de proximité pour attirer la foule des grands jours

30 Pour mettre de leur côté toutes les chances de disposer d'un « concours énorme de population » (Belon & Gers s.d. a : 3), les autorités locales doivent d'abord parvenir à faire de la visite une période libérée des servitudes quotidiennes. La volonté de permettre au président de passer en revue le plus grand nombre possible de spectateurs est perceptible dans la préférence accordée par les préparateurs au fait d'organiser sa visite un dimanche ou un jour férié : jusqu'aux déplacements du général de Gaulle, la présence d'au moins un dimanche par voyage est toujours supérieure à 50 %, alors qu'elle est systématiquement inférieure à partir de ceux de Georges Pompidou ¹⁴.

31 De même, on peut constater que l'utilisation des fêtes du calendrier religieux (Pâques, Pentecôte et 15 août en particulier) est nettement plus prononcée durant les deux régimes précédents que pour les présidents actuels. Il s'agit là d'un moyen d'intégrer la visite présidentielle dans une temporalité qui est déjà ordinairement celle de l'exception, du temps libre, du laisser-aller et de la fête. Cela a l'inconvénient de rendre la présence présidentielle moins extraordinaire, mais l'immense mérite de garantir une présence populaire importante.

32 L'octroi d'un jour de congé est également fréquent lorsque les visites ont lieu en semaine, et il donne à voir très clairement l'incrustation de l'événement dans les routines procédurales du voyage. Ici, seul le précédent jurisprudentiel (Weber 1995 t. 2 : 157) fait foi et, en général, permet d'obtenir gain de cause, comme le montre l'exemple qui suit. A l'occasion de la visite de Vincent Auriol, les élèves d'un lycée jurassien écrivent à la présidence pour obtenir leur droit au congé alors que la visite doit avoir lieu un dimanche : « Ayant appris que vous donnez généralement un jour de congé à ces occasions, nous avons l'honneur de solliciter [...] ¹⁵. » Bien que le recteur ait ensuite écrit à l'inspecteur d'académie pour se plaindre de l'éventuel octroi de ce congé ¹⁶, précisément parce que la visite est dominicale, la maison militaire, elle, acceptera comme à son habitude leur requête. De fait, même si les lettres des préfets continuent de respecter les formes en parlant du « jour de congé, qu'à l'occasion de sa visite en Eure-et-Loir M. le président de la République a bien voulu accorder aux élèves de nos établissements ¹⁷ », la présidence finira par abandonner totalement le caractère souverain du geste pour le transformer en respect immuable d'une prescription indispensable au bon ordre des choses. Ainsi, de façon tout à fait intéressante, cette question de la mobilisation enfantine donne lieu, lors de la visite présidentielle suivante dans la région, à un retournement parfait des positions respectives de l'administration et des écoliers : en 1962, ce sont cette fois les parents d'élèves qui protestent parce que l'administration scolaire oblige les élèves à venir accueillir le général de Gaulle le dimanche 17 juin à Besançon (Ollivier 1986 : 217). Les fonctionnaires de l'Education nationale ont appliqué à la lettre les directives ministérielles : formule rituelle participant intensément à la reconnaissance d'une visite, la présence des enfants est requise et les instituteurs mobilisés, dimanche ou pas.

33 Autre institution calendaire de proximité dont les autorités savent qu'elle attirera sans peine les habitants de la commune : la fête patronale, utilisée par les organisateurs locaux lorsque la date s'y prête, voire déplacée tout exprès, comme à Saint-Céré en 1913 : « Habitants de Saint-Céré et du haut Quercy. Le 13 septembre prochain vers 2 heures de l'après-midi, M. Poincaré, président de la République, et Mme Poincaré [...] seront de passage à Saint-Céré. [...] Nota : exceptionnellement cette année la fête locale concordera avec le passage du président ¹⁸. »

34 Dans les petites communes, cet usage de la fête locale perdure jusqu'au tour de France gaullien. L'exemple qui suit permet de caractériser le statut de ce levier de la mobilisation : essentiel localement, il disparaît des comptes rendus de la visite parce que sa mention viendrait par trop relativiser le pouvoir attractif du chef de l'Etat. Le 16 juin 1962, de Gaulle traverse en 24 étapes le Jura, s'arrêtant un quart d'heure dans la petite ville de Champagnole. Or, le quotidien régional dénombre sans hésitation 4 000 spectateurs dans cette ville, contre 3 500 à Saint-Claude et 2 500 à Morez, deux villes plus importantes (Le Progrès du 16 juin 1962). Il ne s'agit pas ici de mettre en cause la réalité de ces chiffres, dont rien ne permet d'indiquer qu'ils soient faux. Simplement veut-on souligner que le journal omet de dire, pour qui ne connaît pas cette commune, qu'à cette date du 16 juin se tient la fête foraine annuelle de la ville, l'un des plus importants rassemblements de manèges de l'est de la France, aujourd'hui encore. Evidemment, l'année de la visite présidentielle n'a pas fait exception à la règle. Or l'intérêt tient au fait que le journal traite les deux événements séparément, en ne les mettant jamais en rapport, comme il se doit puisque ce lien établi pourrait venir désenchanter au moins partiellement la légendaire attractivité gaullienne.

L'utilisation des jours fériés par chaque président (604 voyages)

	Pourcentage de dimanche par voyage	Pourcentage de fêtes par voyage
Carnot	81 %	14,3 %
Faure	54,5 %	22,7 %
Loubet	50 %	21,4 %
Fallières	79,2 %	8,3 %
Poincaré	74,3 %	8,6 %
Millerand	72,7 %	9,1 %
Doumergue	65 %	15 %
Lebrun	78,4 %	7,8 %
Auriol	90,9 %	12,1 %
Coty	50 %	11,1 %
De Gaulle	80,6 %	6,5 %
Pompidou	50 %	10 %
Giscard d'Estaing	25 %	7 %
Mitterrand	21,4 %	3,6 %
Chirac	9,1 %	0 %

36 Même sans fête patronale, les voyages présidentiels sont toujours l'occasion d'événements en marge de la venue du chef de l'Etat, là encore parce que les promoteurs de la petite patrie savent qu'ils amèneront un public important. On peut préciser le statut de l'ensemble de ces manifestations en insistant sur leurs traits distinctifs tels qu'ils sont exposés à l'occasion d'un déplacement de Félix Faure : « Le programme des fêtes grenobloises n'est pas épuisé ; il comporte encore des réjouissances nautiques, vélocipédiques, gymnastiques et musicales. Le président ne peut, naturellement, y assister. Elles n'en sont pas moins brillantes » (Belon & Gers s.d. b : 18).

37 Il me semble important de souligner que le président ne participe que rarement à ces fêtes. Il sait qu'elles existent, et il les tolère parce que les spectacles sont un auxiliaire essentiel à la mobilisation. Pour autant, elles doivent rester « tout à fait hors de lui » : « Le soir, le président et Mme Poincaré doivent toujours pouvoir se retirer à 9 h 30. En principe, le président n'assiste pas aux fêtes de nuit (feux d'artifice, etc.). Ces fêtes doivent commencer tout à fait en dehors de lui¹⁹. »

38 L'absence présidentielle des fêtes en marge sera ici saisie comme un indicateur majeur du risque toujours présent de démotivation de l'événement par une trop forte institutionnalisation « interne ». On ajoutera un autre témoignage de banalisation : les articles d'opposants politiques adossant la visite à un événement festif comparable pour en relativiser l'importance.

Deux indicateurs de banalisation de l'événement

39 La volonté de dissocier les festivités du parcours présidentiel est particulièrement nette lorsque la visite est insérée dans un événement local. Le programme de la Semaine de l'Union française à Remiremont, en juillet 1952, est ainsi très scrupuleusement découpé. Les réjouissances débutent le samedi 19 par la Nuit de l'Union française avec le concours de la garde républicaine, des illuminations, une fête populaire, un bal et des concours d'étalages et de vitrines. La journée du 20 est exclusivement consacrée au président, et les réjouissances en marge n'y ont aucune place. Les jours suivants reviennent de nouveau au déploiement des manifestations festives, avec un programme d'attractions exotiques, une journée éducative pour les enfants, une fête de nuit, un feu d'artifice, un bal populaire, un concours de chars, etc.²⁰.

La fête sans le président

40 Or, ce sont bien ces manifestations spectaculaires, institutions de proximité immédiatement reconnues par tous, qui apparaissent être l'instrument d'appât des foules, en tout cas dans l'esprit des organisateurs locaux. Si le président ne peut donc connaître ces joies, comme elles n'ont pas à intégrer les pages de la presse nationale, c'est qu'elles indiqueraient que la visite, événement extraordinaire par excellence, s'inscrit dans un dispositif d'attraction tout à fait commun à la localité considérée. Dans cette logique, il peut arriver que la présidence prenne ombrage d'un encadrement festif trop prononcé. C'est le cas lors d'un retour de Poincaré chez lui, à Bar-le-Duc, pour lequel la municipalité fait parvenir à l'Élysée le programme suivant : « Samedi 16 août : distribution de secours aux indigents. A 6 heures du soir, volée de cloches. A 8 heures du soir, grande retraite aux flambeaux avec le concours des clairons, tambours et de la musique municipale des sapeurs-pompiers [suit l'itinéraire]. Le dimanche 17 août ; 6 heures du matin : volée de cloches et salves d'artillerie. [...] Compliment adressé au président par un groupe de jeunes filles. A 10 h 55, grande fête enfantine. Présentation des sociétés locales et des enfants des écoles au président de la République. Festival de musique. La Marche lorraine et La Marseillaise exécutées par toutes les sociétés. Lâcher de 500 ballons tricolores avec concours de cartes postales, nombreux prix. [...] 4 h 30 : départ de M. le président de la République. 5 heures : grande fête aérostatique. Feu d'artifice de jour. A 8 heures du soir, cinématographe géant. A 10 heures, illuminations des édifices communaux et de trois grands boulevards. Embrasement de la tour de l'horloge. Bals publics. Lundi 18 août, fête à la ville haute [fête foraine, concerts, illuminations, grand bal public, etc.]. Des trains extraordinaires partiront de Bar-le-Duc le 17 août entre 11 heures et minuit dans les directions de... [cinq villes alentour]²¹. »

41 Comme on peut le constater, le programme est particulièrement dense en réjouissances, et il précède et excède la présence présidentielle. Or, l'intérêt tient ici au fait que les agents élyséens ajoutent et enlèvent certaines mentions au projet. D'un côté, ils demandent que sonnent les cloches à la volée et que soient tirées des salves d'artillerie dès le samedi soir à 6 heures. De même, pour le lendemain dimanche, ils souhaitent que le président puisse distribuer des récompenses aux sociétés de gymnastique et de musique. A l'inverse, il semble que ce soient eux qui aient barré l'ensemble des manifestations prévues pour la « fête de la ville haute » du lundi. Comment expliquer ces changements de programme ? A mon sens, ils tiennent au fait que le chef de l'Etat se rend dans sa petite patrie. En effet, les deux mentions ajoutées tendent à solenniser ces fêtes à travers des manifestations sonores et des gestes qui sont propres au chef de l'Etat : il y a volonté de distinguer cette visite de celles que pouvait faire le ministre ou le député à sa circonscription. Le rejet des manifestations en son absence aurait également pour objet de ne pas surcharger sa venue en annexes festives, qui, là encore, rappelleraient trop nettement des fêtes « ordinaires » et les ébats potentiellement licencieux qui les caractérisent.

- 42 Il en est de même du retour de Coty, « chez lui » au Havre, en 1954. En effet, cette visite coïncide avec la cavalcade organisée chaque année à travers la ville. Une grande fête foraine s'est installée. La mairie a prévu une retraite aux flambeaux et les comités de quartier semblent avoir parfaitement effectué leur mission en organisant quatorze bals, ce qui oblige même la municipalité, devant la concurrence des attractions, à mentionner ses propres animations afin qu'elles n'aient pas été organisées pour rien : « Il est rappelé aux comités de quartier qu'en raison de la retraite aux flambeaux et du concert donné par l'harmonie municipale les bals qu'ils ont l'intention d'organiser à l'occasion de la visite présidentielle ne devront commencer qu'à 23 heures » (Le Havre libre, 26-27 juin 1954).
- 43 Que ce soit Coty qui, en bon connaisseur de son ancienne circonscription, ait choisi de se rendre dans sa petite patrie pendant la cavalcade, ou que ce soit la municipalité qui ait proposé cette date importe peu. Dans les deux cas, ce choix me semble être un indice de la volonté des organisateurs, quels qu'ils soient, de maximiser les chances de succès populaire de la visite. Le fait que Coty retourne alors dans sa terre d'élection aurait pu faire penser aux préparateurs que la réussite serait au rendez-vous. Or, il semble qu'il n'en est rien puisque la municipalité a multiplié les occasions d'amusement en marge et fermement motivé ses comités de quartier. Plus que pour d'autres visites peut-être, les élus locaux devaient assurer la réussite de l'entreprise. Et l'on constate qu'ils ont choisi de se reposer sur des formes sûres, qui, en temps ordinaire, sans la présence du chef de l'Etat, parviennent à mobiliser.
- 44 Il arrive même que certaines municipalités pourtant privées du passage présidentiel organisent quelques réjouissances, sans doute sous la pression de leurs administrés, pour bénéficier elles aussi des retombées commerciales de l'événement, ou pour ne pas être en reste vis-à-vis des petites patries environnantes. Lorsque le chroniqueur des voyages de Carnot indique que « les populations de ces contrées poussent l'hospitalité si loin que, sur le passage du train, des feux d'artifice sont tirés même là où nous ne nous arrêtons pas » (Bertol-Graivil 1889 : 277), témoigne-t-il de la capacité d'attraction présidentielle ou, peut-être plus sûrement, trahit-il la logique des petites patries, des affrontements locaux, celle qui pousse les édiles à se montrer à leur avantage, tant vis-à-vis de leurs administrés que de l'extérieur ?
- 45 Le même type de remarque s'applique à l'habillage de ces festivités. Les décors des visites appartiennent aux occasions « ordinaires » d'exaltation de la petite patrie : seule la quantité proposée marque une différence. Sinon, comice agricole et visite du chef de l'Etat sont illuminés et décorés de façon semblable, comme en témoignent les catalogues des entreprises spécialisées. La visite présidentielle représente bien un moment hors de l'ordinaire, mais elle est aussi une occasion d'amusement et de spectacles, et utilise pour cela les registres ordinaires de l'amusement. Comme le note J. Guéhenno dans ses souvenirs, la visite est ainsi empaquetée dans les mêmes décors que l'ensemble des autres « fêtes officielles » du calendrier : « Tout m'étonna, les drapeaux aux fenêtres, les guirlandes de fleurs en papier et de lampions coloriés, tendues au bord des trottoirs entre des piquets enrubannés comme des mirlitons, les arcs de triomphe et leurs inscriptions dorées que mon père déchiffrait, enfin tout un appareil de fête qui m'émeut encore, quoique d'année en année je l'aie vu ressortir du même magasin d'accessoires pour les processions, les cavalcades, les visites officielles, toutes les entrées à F... de Dieu, du Prince ou de Carnaval » (Guéhenno 1934 : 37).
- 46 La comparaison avec d'autres cérémonies politiques, parfois identiques à celles qu'honorent de leur présence les chefs de l'Etat, accentue encore la nécessité de relativiser la présence présidentielle comme attraction fortement mobilisatrice en elle-même. C'est précisément sur ce registre comparatif (aux côtés d'articles stigmatisant le coût et le faste « monarchique » des déplacements) que s'appuient les critiques du voyage développées par les opposants politiques : réinsérer la visite dans l'ordre « ordinaire », c'est, presque immédiatement, relativiser son caractère événementiel.

Quand la caravane passe... les problèmes demeurent

- 47 Ces commentaires font ainsi ce qui n'est jamais fait : remettre un voyage en perspective, l'insérer dans la chaîne des visites antérieures, voire d'autres événements locaux. De ce point de vue, ils peuvent être comparés aux très rares documents qui informent, même vaguement, des caractères sociologiques des participants : « Les milieux bourgeois qui paraissaient être les plus réticents à annexer dans le cycle des réjouissances du 5 novembre pavoisèrent leurs immeubles comme cela ne s'était jamais vu, même à l'occasion de la foire-exposition annuelle qui est la fête la plus importante célébrée dans ce chef-lieu ²². »
- 48 Seules les notes des policiers offrent quelques indices quant aux modalités de la participation. C'est en effet un des traits communs à l'ensemble des discours sur les cérémonies (journalistiques ou savants d'ailleurs) que d'être si peu sociologiquement informé : tout s'y passe comme si les individus perdaient leurs attributs sociaux ordinaires pour se transformer, momentanément, en de purs « adhérents ». A l'inverse, dans l'exemple précédent, on voit que se combinent une indication sur la participation d'un groupe social et une mise en parallèle (positive) de la visite avec un événement local « régulier » (la foire-exposition). C'est sur ce double registre (mais cette fois négativement) que jouent les récits publiés dans la presse « d'opposition », conservatrice, socialiste ou communiste. Faute de place, je ne m'attarderai ici que sur l'exemple le plus abouti de ce type de relativisation : celui de la propagande communiste à l'occasion du tour de France gaullien.
- 49 Son objectif majeur est de « faire le vide » lors du passage du Général. De façon symptomatique, le boycott apparaît être la seule réponse réellement efficace au piège des visites puisque celles-ci parviennent systématiquement à produire leur nécessaire quota d'acclamations et que la seule assistance revient à se faire inclure parmi les « adhérents ». Ces appels au boycott s'articulent autour de quelques thèmes solidement constitués. Ils stigmatisent d'abord le caractère factice, vulgaire et commercial de la « tournée », placée sur le même plan que la caravane du Tour de France cycliste. Lors du troisième voyage gaullien à Tours et Orléans, le PCF local distribue des tracts intitulés « V'là le Général qui passe », « De Gaulle circus », « La caravane passe » ²³. Lors du précédent voyage, les sections locales du PCF, de l'UGS et du PSA avaient diffusé l'appel suivant : « Le sens de cette visite est clair. Elle rappelle trop les tournées publicitaires que font les grandes marques pour lancer leurs produits. La presse, la radio, la télévision, le cinéma viendront à Montluçon et le lendemain, par votre poste, dans les journaux, sur les écrans, vous apprendrez que des milliers de Montluçonnais ont clamé leur confiance au Général [...]. Quand la caravane publicitaire sera dans votre ville, la dignité vous commandera de rester chez vous ²⁴. »
- 50 S'ajoutent à ces thèmes la comparaison avec les récits de la presse régionale « bourgeoise » et la mise en regard « locale ». Les éditions régionales de L'Humanité dimanche se font une spécialité de ce type de compte rendu à l'indéniable efficacité, comme lors de la traversée de l'Ardèche en 1961 : « C'est sûrement aller un peu loin et vite dans l'appréciation du voyage du président de la République que d'écrire, comme Le Dauphiné libéré du 25 septembre : “Les syndicats agricoles et ouvriers, qui avaient donné des consignes d'abstention, ont connu un mécompte.” Un observateur impartial a pu se rendre compte que dans chaque localité où le Général avait pris la parole, on avait choisi les places les plus petites [...], nulle part la foule n'a eu à déborder, bien au contraire. A Aubenas, c'était le tiers de la place du Château qui était occupé par la foule. [...] Moins de monde que pour le corso disait-on ²⁵. A Tournon, la place Paul-Faure était à moitié vide, et sur les quais le passage du Tour de France en eût amené trois fois plus. [...] Bien sûr, on peut dire qu'il y avait du monde au bord de la route (le dimanche seulement), mais c'est de Gaulle qui l'a expliqué lui-même à Privas : “Merci pour le spectacle que vous m'avez offert et celui que vous vous êtes offert”, parce que, pour beaucoup, c'était cela : un spectacle, les DS, les motards, les hélicoptères... ce n'est pas tous les jours que l'on voit cela ²⁶. »

- 51 C'est dans cette logique que peut s'intégrer une critique des leviers locaux de la mobilisation tels qu'on les a examinés plus haut. Lors de son troisième voyage, de Gaulle traverse la ville de Castelnaud. Or, chaque année pour l'Ascension s'y déroule une grande fête. A l'occasion de la visite, elle devait être annulée, ce qui permet à l'édition locale de La Marseillaise le commentaire suivant : « En supprimant cette fête traditionnelle, les autorités voulaient sans doute jouer les rabatteurs en offrant, à défaut de fête foraine, le spectacle du passage du général-président. Les récents voyages ont montré que la grande foule n'accourait pas pour entendre "l'homme providentiel". Il convient donc d'enlever au public toute raison de dispersion et de ne lui offrir strictement que les "flonflons" officiels » (numéro du 28 avril 1959). Dans son édition du 5 mai, le journal indique que la fête aura finalement lieu, les « protestations [ayant] été entendues ». Il conclut alors, retournant l'argument et montrant sa maîtrise de la logique pratique de tels événements : « Nul doute que la grande foule assistera à cette fête traditionnelle. »
- 52 Enfin, en quelques occasions, L'Humanité propose également une qualification d'ordre sociologique, cette fois non plus de la participation (comme dans le cas de la note des RG citée précédemment) mais, logiquement, de l'abstention : « Parmi les quelques centaines de personnes attendant, il y avait davantage de curieux que de spectateurs enthousiastes venus acclamer le Général : les applaudissements y ont été clairsemés. L'écho du sentiment populaire, il s'exprimait à sa façon. Un ouvrier, traversant la place avant l'arrivée, s'en va à ses occupations. Un de ses amis l'interpelle : "Tu n'attends pas ?" Réponse : "Si j'étais fonctionnaire, je pourrais me croire obligé d'y être. Et si j'étais capitaliste, ce serait mon devoir. Mais comme je ne suis ni l'un ni l'autre, ça ne m'intéresse pas." Et il s'en va. [...] Un artisan, rencontré après la manifestation, n'était pas non plus à la "brigade des acclamations", comme il dit » (L'Humanité dimanche du 22 février 1959, « Chronique régionale »).
- 53 Ces articles d'opposition sont intéressants en ce qu'ils réalisent ce que les récits de voyage ordinaires, ceux des journalistes parisiens accrédités, ne font pas : raconter les secrets locaux, remettre la visite dans son contexte, rendre les raisons locales, grandes et petites, de l'investissement. En effet, ceux-ci reposent sur deux principes jamais démentis : une éternelle linéarité chronologique et un regard prioritairement fixé sur les comportements acclamatifs.

Les fantômes de l'événement ou la banalisation des récits de voyage

- 54 En plus de lutter contre de telles tendances « internes » à la banalisation, les visites présidentielles doivent également faire face aux logiques homogénéisatrices imposées de l'extérieur, par leur intégration dans le cadre du voyage. On va voir maintenant que toute la dimension événementielle de la visite, telle qu'on vient de la mettre en lumière, disparaît des comptes rendus nationaux. Ne restent apparents que le faste des décors et l'effervescence des clameurs.
- 55 Contrairement aux visites, le voyage, pour l'ensemble de la population et à l'exception des membres du cortège officiel, n'existe que par ses comptes rendus. La relation de voyage est tout entière le voyage. Elle est un ensemble d'images qui fonctionnent parce que leurs conditions de production sont oubliées. Les narrateurs, étrangers de passage dans le monde de la visite, proposent en effet un point de vue physiquement délocalisé sur ce qui est fait, essentiellement parce que ce récit est prioritairement destiné à des lecteurs qui n'ont vécu ni le transport, ni même les visites, mais qui doivent pouvoir s'y retrouver²⁷. En ce sens, le récit de voyage est une action à distance, et c'est comme tel qu'il faut le décrire. Ce qu'il s'agit ici de comprendre, c'est bien pourquoi, après vingt ans passés à couvrir pour l'agence Havas les déplacements présidentiels, Louis Pognon peut encore produire des dépêches comme celle qui suit : « L'affluence est considérable et la population témoigne par ses acclamations de la joie qu'elle éprouve non seulement à recevoir le chef de l'Etat, mais aussi à célébrer un

patriotique anniversaire. Ce sentiment s'affirme d'ailleurs dans la plupart des inscriptions qui ornent les arcs de triomphe. On y lit ces mots : "France-Savoie" ou "France toujours". Les couleurs nationales flottent aux fenêtres des maisons ou même dans les arbres du parcours que suit le président de la République. Les musiques jouent La Marseillaise et les cloches sonnent à toute volée²⁸. »

- 56 Pognon joue le jeu et y est pris : après plus de 60 voyages couverts et quatre présidents, il fait encore comme si les décorations étaient obligatoirement issues de l'enthousiasme citoyen des habitants, donc témoignages de celui-ci ; il raconte inlassablement que les musiques jouent La Marseillaise ou que les cloches sonnent. Pour rendre compte de ces répétitions, il faut essayer de saisir comment travaille Louis Pognon. Après tant de voyages, il sait évidemment, grosso modo, ce qui va se passer. Il connaît la plupart des gestes qui seront faits et qu'il devra pour la énième fois décrire, en particulier ceux qui sont inscrits sur le programme officiel reçu au départ de Paris : revue des troupes, honneurs militaires, réceptions officielles, etc. Ce qu'il ne connaît pas, ce sont les enjeux locaux, voire les enjeux de quartier, familiaux ou même individuels qu'a suscités la venue du chef de l'Etat.
- 57 Or, même si le représentant vedette (et un des dirigeants) de l'agence (nationale) de presse ne sait rien des raisons (locales) multiples de la venue des spectateurs présents, de leur acharnement à construire des arcs de triomphe ou de ce qu'ils pensent lorsqu'ils acclament, il n'en donne pourtant qu'une, inlassablement répétée : si les gens sont venus, crient et frappent dans leurs mains (et si les cloches sonnent, le peloton rend les honneurs, si l'on entend La Marseillaise, l'on tire un feu d'artifice, etc.), c'est bien qu'ils témoignent de sentiments positifs à l'égard du premier personnage de l'Etat. On est ici typiquement dans une situation de Grand Partage séparant d'un côté celui qui, blasé par tant de visites, connaît le mystère des choses et ne s'y laisse pas prendre, de l'autre celui qui observe les yeux écarquillés des choses merveilleuses, hors de son ordinaire : L. Pognon sait ce que le président fait et répète, et n'est pas dupe de ces apparitions publiques, alors que les spectateurs, eux, croient. On ne saurait mieux le dire qu'à travers la formule lapidaire et directe utilisée par Jean-Paul Ollivier, chroniqueur des déplacements gaulliens, où le nombre et le bruit s'associent comme traces indispensables de l'hommage : « La foule nombreuse, les acclamations chaleureuses témoignent d'un soutien quasi inconditionnel au chef de l'Etat » (Ollivier 1986 : 270).
- 58 Dans l'exercice de son métier, Louis Pognon a bien des airs de ressemblance avec les anthropologues de la fin du XIX^e siècle lorsqu'ils s'abandonnaient au recueil des croyances les plus incroyables des populations étudiées. Comme eux, les journalistes accrédités observent et jugent à distance (de derrière les barrières) les indigènes venus acclamer le président. Comme eux, ils recueillent les croyances les plus incroyables et improbables (tel individu ne se serait plus lavé les mains après avoir touché le président, tel autre a marché des jours à pied pour le voir, etc.) parce qu'ils ne s'intéressent jamais aux croyances et motifs les plus ordinaires d'autrui et parce que ces croyances n'ont qu'un contenu propositionnel privé de visage (ils ne savent rien de ceux qui les portent et les ramènent à un autrui particulier, la foule, dont le caractère collectif suffit à assumer leur caractère partagé).
- 59 Dans ce cadre d'observation, le journaliste accrédité du cortège officiel se trouve face à un défi : comment rendre compte fréquemment et sans trop se répéter d'une pratique excessivement routinisée ? Rester plusieurs années correspondant à l'Élysée implique en effet de jouer le jeu du voyage, c'est-à-dire ne pas en souligner les redondances, sans quoi il faut se résigner à quitter la place. Dès lors, il est possible de mettre en lumière le paradoxe suivant : les conditions de félicité du récit de voyage (du point de vue élyséen) sont le mieux réalisées par les dispositifs médiatiques qui sont considérés comme les plus neutres parce qu'ils visent d'abord à fournir de l'information brute à l'ensemble des confrères, la dépêche d'agence et le reportage issu de pools télévisés. La succession des dépêches renforce la linéarité du récit et la répétition des descriptions de liesse sous couvert d'offrir une information aussi neutre

que complète. Ayant l'impression de produire un reportage brut, de n'être qu'une chambre d'enregistrement, l'agencier comme le pool fabriquent un regard qui est, consciemment ou non, celui qui réalise le mieux le voyage dans ses formes naturelles de fonctionnement : un récit linéaire toujours recommencé qui évite les risques de désenchantement inhérents à la répétitivité du geste, un récit toujours décrit à partir d'une position officielle qui ramène la multiplicité des spectateurs et des comportements à la seule figure collective d'une foule acclamante. C'est pourquoi poser la question du caractère plus ou moins propagandiste des commentaires de presse n'a guère de sens : le récit de voyage le plus susceptible de respecter l'intérêt présidentiel est celui qui masque le mieux sa dimension officielle et celui dont les hommes politiques ont le moins conscience qu'il est la modalité d'exposition des choses qui les sert le plus.

60 Dans cette configuration du travail journalistique, on comprend que ce qui est essentiel localement (apercevoir le président, mais aussi, par exemple, l'enjeu d'honneur personnel que revêt une place dans la réception officielle, la publicité pour un produit économique, la réalisation professionnellement parfaite d'une décoration pourtant éphémère) devient inintéressant et superflu pour le journaliste-voyageur, puisqu'il se déplace avec un objectif précis : observer comment la foule réagit à la présence du président. De sa position physique de voyageur et de juge (matérialisée par sa présence derrière les barrières protocolaires), le journaliste opère par une mise à distance de la foule pour homogénéiser son propos afin que les absents puissent s'y reconnaître, afin que « l'ensemble des différents contextes soient l'objet de récits semblables, de sorte qu'un point puisse représenter tous les contextes » (Latour 1988 : 62)²⁹.

61 Le récit de voyage répond ainsi à des préoccupations centralisatrices et institutionnelles, visant l'arrachement d'une pratique à ses conditions locales d'exercice pour lui octroyer un sens symbolique, c'est-à-dire potentiellement universel. En élaborant une carte des voyages dont la légende est presque entièrement constituée d'indicateurs de « popularité » (ampleur des acclamations, effervescence des corps, éblouissement des décors), les récits journalistiques « officiels » confèrent à cette effervescence longuement préparée un sens national transférable à l'identique ailleurs à un autre moment, non dépendant, dans l'absolu, des conditions locales de fabrication de l'accueil. L'événement n'est plus dans les décors et la fête, il est alors dans l'adhésion populaire que donnerait à voir l'apparition présidentielle.

Bibliographie

Belon P., 1893. En suivant M. Carnot, notes humoristiques, Paris, E. Plon, Nourrit et Cie.

Belon P. & P. Gers P., s.d. a. *Les voyages du président de la République. Dans le Midi, février et mars 1896*, Paris, Berthaud Frères Editeurs.

S.d. b. *Voyage de M. le président de la République dans le Sud-Est, août 1897*, Corbeil, Imp. de E. Créty.

Bensa A., 1997. « Images et usages du temps », *Terrain*, n° 29 : « Vivre le temps », pp. 5-18.

Bertol-Graivil E., 1889. *Les vingt-huit jours du président de la République*, Paris, Ernest Kolb.

1892. *Les voyages présidentiels illustrés. Voyage de M. Carnot, président de la République, 9^e-10^e-11^e voyages*, Paris, P. Boyer.

Corbin A., 1994. *Les cloches de la terre. Paysage sonore et culture sensible dans les campagnes au XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel.

Goody J., 1979. *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Ed. de Minuit.

Guéhenno J., 1934. *Journal d'un homme de 40 ans*, Paris, Grasset.

Héran F., 1987. « L'institution démotivée. De Fustel de Coulanges à Durkheim et au-delà », *Revue française de sociologie*, XVIII (1), pp. 67-97.

Latour B., 1988. « Le grand partage », *La revue du Mauss*, n° 1, pp. 27-64.

- Leyret H.**, 1913. *Le président de la République, son rôle, ses droits, ses devoirs*, Paris, A. Colin.
- Mariot N.**, 1999. « “Conquérir unanimement les cœurs”. Usages politiques et scientifiques des rites : le cas du voyage présidentiel en province (1888-1998) », thèse d’ethnologie ss la dir. de M. Offerlé, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales.
- Needham R.**, 1967. « Percussion and transition », *Man* (n. s.), 2, pp. 606-614.
- Noiriel G.**, 1998. *Qu’est-ce que l’histoire contemporaine ?*, Paris, Hachette.
- Ollivier J.-P.**, 1986. *Le tour de France du Général*, Paris, Julliard.
- Weber M.**, 1995. *Economie et société*, Paris, Plon « Pocket », 2 tomes.
1996. *Sociologie des religions*, textes réunis et traduits par J.-P. Grossein, Paris, Gallimard.

Notes

- 1Pour ce qui concerne la constitution de cette base de données, je me permets de renvoyer au chapitre 5 de ma thèse (Mariot 1999).
- 2Lettre du préfet du Puy-de-Dôme du 14 mai 1910 au secrétaire général de la présidence, AN 1AG8.
- 3Rapport daté du 9 juin 1892, AD Meurthe-et-Moselle 1M676.
- 4AM Nancy F1-12-1891.
- 5Note du commissariat de police des RG de Bar-le-Duc, datée du 25 juillet 1950, AN 4AG/287. En 1947, une note évaluait le nombre de spectateurs attendus afin de prévoir le service de sécurité approprié. Même si ces chiffres ne sont que des prévisions dont rien ne permet de vérifier qu’elles étaient exactes, ils donnent un ordre de grandeur des foules que mobilisait ce type d’événement : 3 000 personnes attendues à Gravelines, nécessitant la mobilisation de 20 gendarmes ; 25 000 personnes à Dunkerque pour 280 gendarmes ; 14 000 individus à Armentières ; 50 000 à Lille encadrés par 900 gendarmes. Note non datée, intitulée « Département du Nord, service d’ordre et de sécurité », AN 4AG/278.
- 6Livre de détail du budget municipal de 1892 et l’article 82 des mêmes « comptes de dépenses » intitulé : « Frais de réception de M. le président de la République », AM Nancy.
- 7Registre des délibérations du conseil municipal, article 367 du projet de budget de 1919, 26 juillet 1919, AM Nancy, I1-75.
- 8Lettre du maire de Nancy au maire de Mézières précisant les principaux postes du budget de la visite de Lebrun, 10 décembre 1932, AM Nancy, I1-170.
- 9Programme du 9 août 1914, voyage annulé 8-18 août 1914, AN 1AG71.
- 10Extrait de l’« organe légitimiste » lyonnais *Le Salut public* cité par les journaux républicains pour montrer que même les opposants reconnaissent le succès populaire des voyages de Carnot (Bertol-Graivil 1889 : XI).
- 11Titre III « Conférence locale » du cahier rouge « Préparation d’un voyage présidentiel », s.d. (1913 ?), 11 p., AN 1AG71.
- 12Lettre au maire datée du 17 septembre 1913, AM Marseille, K7 43.
- 13Lettre du comité Marc Séguin, Annonay, 2 juin 1923, au Cel Fontana, AN 1AG27.
- 14L’abandon des journées de repos dans l’organisation peut être interprété comme un indice de la transformation des principes qui régissent le voyage : parce que le président ne passe plus en revue les différentes « merveilles » des petites patries mais va se mettre à l’écoute, il n’est plus nécessaire pour lui de « faire du nombre » ; dimanches et jours fériés ne sont plus indispensables.
- 15Lettre des élèves des lycées de la préfecture du Jura à Vincent Auriol, le 12 octobre 1950, AD Jura, 247 W 26.
- 16Lettre datée du 30 octobre 1950, AD Jura, 247 W 26.
- 17Lettre du préfet au général Beaudemoulin, 27 octobre 1913, 26 octobre 1913, AN 1AG14.
- 18Affiche municipale envoyée à l’Elysée, AN 1AG13.
- 19Note de l’Elysée non datée, AN 1AG13.
- 20Programme non daté, AN 4AG/289.

21« Ville de Bar-le-Duc. Fête en l'honneur de M. Poincaré, président de la République. Programme », voyage du dimanche 17 août 1913, AN 1AG12.

22Note « Echos autour du voyage du président dans le Jura », RG, s.d. (1950), AN 4AG/287.

23Note « blanche » de la Sûreté nationale (marquée RG au stylo), datée du 5 mai 1959, AN 5AG1/456.

24Tract s.d., pochette « Notes du service de sécurité et de la Sûreté nationale », AN 5AG1/456.

25Sur la route de Vichy, Claude Estier, envoyé spécial de Libération, note également : « Même dans les agglomérations comme Montmarault ou Saint-Pourçain-sur-Sioule, on n'atteignait pas l'affluence des jours de marché » (numéro du 18 avril 1959). Ce type de remises en cause se routiniseront progressivement dans la presse locale d'extrême gauche. Lors d'un voyage de Pempidou, Le Cantal ouvrier et paysan du 23 mai 1970 conclut ainsi son article : « Le président attire moins de gens que le Stade aurillacois pour un match de championnat ordinaire » (AN 5AG2/ 695).

26L'Humanité dimanche, page « A travers l'Ardèche », n° 684 du 1er octobre 1961, AN 5AG1/485. L'éditorial « national » qui accompagne l'article est toujours identique : « La caravane est passée, les problèmes demeurent. »

27En ce sens, comme le montre avec précision J. Goody, l'écriture réalise effectivement une « décontextualisation du savoir » (Goody 1979 : 52) parce que « l'information [y est] détachée de la situation sociale dans laquelle elle était prise » (id. *ibid.* : 161).

28Voyage de Fallières en Haute-Savoie, 3 septembre 1910 (note bleue signée), AN F7 12826.

29En ramenant ses récits à quelques traits synthétiques et estimés caractéristiques, le journaliste opère la même démarche que La Pérouse, géographe mandaté par le roi pour élaborer une reconnaissance des mers de Chine, lorsqu'il réunit les indicateurs permettant d'élaborer à distance une carte pour que toute personne désireuse de visiter ces terres encore inconnues ne s'y perde pas. B. Latour montre que les choix de La Pérouse parmi les indices qui permettraient de se repérer n'ont rien à voir avec ceux qu'utilisent les indigènes, éphémères et attachés à une maîtrise sensitive de l'espace (Latour 1988 : 53-59).

Pour citer cet article

Référence électronique

Nicolas Mariot, « « Nos fleurs et nos cœurs » », *Terrain* [En ligne], 38 | 2002, mis en ligne le 06 mars 2007. URL : <http://terrain.revues.org/index1936.html>

Mariot N., 2002, « "Nos fleurs et nos cœurs". La visite présidentielle en province comme événement institué », *Terrain*, n° 38, pp. 79-96.

À propos de l'auteur

Nicolas Mariot

CNRS, Genèses et transformations des mondes sociaux et Laboratoire de sciences sociales de l'École normale supérieure, Paris

Droits d'auteur

Propriété intellectuelle

Résumé / Abstract

Les visites présidentielles en province représentent un événement considérable pour les populations visitées durant au moins les deux premiers tiers du xx^e siècle. Elles sont en

effet l'occasion d'un bouleversement complet des repères sensoriels ordinaires des villes accueillant le chef de l'État. Pourtant, leur caractère événementiel est constamment mis en danger. D'une part, l'effervescence qu'elles donnent à voir nécessite un long travail préparatoire fondé sur la mobilisation d'institutions de proximité ayant fait localement leurs preuves. Dès lors, ce travail porte en lui les germes d'une banalisation de l'événement. D'autre part, la visite doit également faire face à un processus de routinisation lié à son intégration dans le voyage.

Mots clés : événement, visite présidentielle, routine, XXe siècle

“Our flowers and hearts”: Presidential visits in the provinces as instituted events

Presidential visits to provinces in France were major events for the local population during the first sixty years of the 20th century. They provided an occasion for completely changing the ordinary aspect of the towns visited by the head of state. However there was a constant risk lest the tour not turn into an event. For one thing, the excitement surrounding a visit necessitated long preparations involving proven local institutions; and this work gave rise to the possibility that the occasion would become something very ordinary. For another, the visit also risked becoming a routine as part of an organized trip.

Keywords : France, event, presidential tours, 20th century

Index géographique : France

Index thématique : paraître, politique (anthropologie)

Licence portant sur le document : Propriété intellectuelle